

Association Les Travers du Vent
M. Thierry Ray, Président

Rue des Cottages 7

2114 Fleurier

Paysage Libre Suisse

M. Michel Fior
Secrétariat général
Däderizstr. 61
2540 Grenchen

Roger Blum, Ombudsmann
Ombudsstelle SRG.D

c/o SRG Deutschschweiz



8052 Zürich

E-Mail: beanstandung@ombudsstellesrgd.ch
Telefon: +41 79 618 39 69

8. Februar 2019

**Fall Nr. 5747: Radio SRF, Sendungen «Trend» vom 19. Januar 2019
(**«Wind-Energie – viel Potenzial liegt noch brach»**) und «Echo der Zeit»
vom 27. Januar 2019 (**«Windkraft und Naturschutz – geht das
zusammen?»**). Schlussbericht der Ombudsstelle**

Chers Messieurs Ray et Fior

Il est clair que j'accepte une réclamation écrite en français, car le français est une langue nationale suisse. Mais la réponse sera en allemand, parce que l'allemand est la langue officielle du médiateur de la SSR en Suisse alémanique.

Mit Ihrem Brief vom 29. Januar beanstanden Sie zwei Sendungen von Radio SRF, die den Windpark im Val de Travers betrafen, nämlich die Sendung «Trend» vom 19. Januar 2019¹ und die Sendung «Echo der Zeit» vom 27. Januar 2019.² Ihre Eingabe entspricht den formalen Anforderungen an eine Beanstandung. Ich kann folglich darauf eintreten.

A. Sie begründeten **Ihre Beanstandung wie folgt:**

I. Recevabilité

II.

„La réclamation intervenant 10 jours après la diffusion de la première émission incriminée, elle est recevable en vertu de l'art. 92 LRTV.“

II. Motif

En vertu de la Loi fédérale sur la radio et la télévision, les émissions rédactionnelles ayant un contenu informatif doivent présenter les événements de manière fidèle et permettre au public de se faire sa propre opinion. Ces critères ne sont pas remplis dans les émissions susmentionnées.“

III. Exposé**1. Image d'ensemble trompeuse du projet de Parc éolien de la Montagne de Buttes**

Les deux émissions donnent une image trompeuse du projet éolien de la Montagne de Buttes, laissant à penser que le projet est largement accepté par la population locale et les organisations environnementales. Cette image ne correspond pas à la réalité.

- Le projet de parc éolien de la Montagne de Buttes fait l'objet d'une opposition de 1'337 particuliers, dont il n'est fait mention qu'en passant, sans en préciser l'ampleur. Plus de la majorité des opposants sont issus de la région proche et directement impactés dans leur vie quotidienne par le projet. Il est dès lors contraire aux faits d'affirmer que le projet est largement accepté.

- Le projet ne fait pas mention que deux grandes ONG disposant du droit de recours à l'échelle nationale (Helvetia Nostra HN et la Fondation pour la protection et l'aménagement du paysage FP) sont opposantes. Les émissions ne font que mention des organisations favorables au projet de parc éolien de la Montagne de Buttes.

- L'émission ne mentionne pas l'existence de l'association locale les Travers du Vent fondée en 2000, qui lutte avec succès depuis 19 ans contre les différents projets de parcs éoliens qui se sont succédé sur la Montagne de Buttes et dans le Val-de-Travers en général.

- La population de la commune de Val-de-Travers a pu s'exprimer sur le projet de la Montagne de Buttes la dernière fois le 25 septembre 2016 dans le cadre du référendum contre la modification du plan d'aménagement local de Buttes, nécessaire à la construction du parc éolien. Or, 41.2% de la population s'est alors opposée à cette modification. Ce résultat témoigne que le projet de parc éolien divise la population, évidence que les émissions passent sous silence. Quant à la population de la Commune de La Côte-aux-Fées, elle a refusé la loi sur l'énergie le 21 mai 2017, ce qui en dit long sur son adhésion aux énergies renouvelables.

2. Les émissions ne donnent pas la parole aux opposants du projet éolien de la Montagne de Buttes

Aucun opposant et aucun représentant d'une organisation opposante n'a droit à la parole dans les deux séquences portant sur le projet éolien de la Montagne de Buttes. Toutes les personnes interviewées sur le projet y sont favorables, y compris Christa Glauser de BirdLife. Les représentants de l'Association Les Travers du Vent n'ont pas été contactés, et on n'entend pas les représentants de Helvetia Nostra et de la Fondation pour la protection du paysage s'exprimer sur le projet de la Montagne de Buttes.

3. Les émissions ne donnent pas la parole aux riverains opposants

L'assertion du journaliste selon laquelle les riverains seraient favorables au projet ne s'appuie sur aucune recherche précise de sa part. Elle est au demeurant fausse, comme en témoigne la longue liste des riverains formellement opposants au projet. Le seul riverain interrogé est un agriculteur (Tony Wieland) directement intéressé financièrement par la construction du projet de parc éolien (voir plus bas). Les autres riverains, dont certains devraient subir les nuisances de machines installées à moins de 400 mètres de leur maison, ainsi que la perte de valeur de leur bien immobilier, n'ont pas voix au chapitre.

4. Absence d'analyse critique des propos des intervenants

Les émissions ne tiennent pas suffisamment compte des intérêts financiers des différentes personnes interviewées au sujet du projet de parc éolien de la Montagne de Buttes. Les représentants du promoteur Groupe E (Jean-Michel Bonvin et Isabelle Carrel) représentent les intérêts financiers de leur employeur. La commune (représentée par le Conseiller communal Christian Mermet) est intéressée par les retombées financières et fiscales escomptées. L'hôtelier (Matthias von Wyss), par ailleurs un acteur dirigeant du tourisme local, escompte des rentrées financières pour ses activités touristiques. L'agriculteur (Tony Wieland) bénéficiera directement des retombées financières de deux éoliennes installées sur ses terres, soit plus de CHF 30'000.- par année. Des membres de sa famille (Vincent Wieland et Daniel Wieland) ont eux aussi 3 éoliennes prévues sur leur domaine. Plus du quart du parc éolien (5 machines) est ainsi prévu sur des terres appartenant à la famille d'un riverain qui s'exprime en faveur du parc.

Or, toutes ces informations sont disponibles en ligne sur le site internet de l'association les Travers du Vent³. Elles sont de notoriété publique dans le secteur de la Montagne de Buttes et auraient pu être communiquées au journaliste si celui-ci avait contacté l'association les Travers du Vent, qui coordonne l'opposition.

5. Analyse trompeuse de l'éolien dans la couverture des besoins énergétiques suisses

Les émissions donnent une image trompeuse de l'énergie électrique produite par des éoliennes, laissant croire que la production est forte et continue.

- Le journaliste ne soumet pas à un regard critique ni ne contrebalance les propos du promoteur, Jean-Michel Bonvin, lorsque ce dernier affirme que sur la Montagne de Buttes, <hat es fast konstant Wind>. Les données de ressources en vent communiquées dans l'étude d'impact du projet témoignent de ressources en vent plutôt modestes, et il est de notoriété publique que le vent est très irrégulier sur le massif jurassien. Le facteur de charge prévu pour le parc éolien de la Montagne de Buttes est ainsi d'à peine 20%, donc peu si on le compare à d'autres projets de l'Arc jurassien ou même aux résultats du Mont Crosin⁴. Ce résultat montre que les ressources en vent sont plutôt mauvaises sur la Montagne de Buttes en comparaison avec d'autres sites retenus pour des projets éoliens.

- Plus grave encore est l'absence totale de recul critique des émissions face aux affirmations trompeuses du directeur de Greenwatt: <Die geplante 19 Windräder können jede Stunde 60 MWSt

³ www.les-travers-du-vent.ch

produzieren, und damit jede Stunde 60'000 Kilo CO₂ einsparen...>. Il est manifestement faux que les

machines produisent chaque heure un tel volume d'électricité. Le chiffre correspond à une moyenne annuelle répercutee par unité d'heure. Or, le problème de l'électricité d'origine éolienne, c'est précisément son intermittence. Certaines heures les éoliennes produisent trois fois ce volume, et à d'autres moments rien. C'est dans cette intermittence de l'électricité éolienne que réside tout le problème, rendant nécessaire une infrastructure de production parallèle pour assurer la stabilité du réseau. Une telle infrastructure est inexisteante actuellement en Suisse, et sa fonction ne peut pas être assurée par les barrages en raison d'un manque de volume de stockage. Dans les faits, ce sont les importations d'électricité de la France et de l'Allemagne, en large partie d'origine nucléaire ou fossile, qui permettraient d'assurer l'approvisionnement. Sauf en cas d'importation de courant d'origine nucléaire français, un développement éolien même massif implique donc plus d'émissions de CO₂ en comparaison avec la situation actuelle.

- Enfin, on ne peut admettre que ne soit pas mise en contexte ou contrebalancée une affirmation (Jean-Michel Bonvin) selon laquelle des parcs éoliens comme celui de la Montagne de Buttes sont nécessaires en Suisse pour économiser du CO₂. La production électrique suisse est actuellement entièrement décarbonatée. Il est dès lors impossible pour le public de comprendre en quoi la stratégie énergétique reposant en partie sur du courant éolien permettrait d'économiser du CO₂ et de se faire sa propre opinion.

6. Informations fausses des intervenants citées sans vérification

Certains propos des intervenants sont faux et ne sont pas mis en doute ni contrebalancés par le journaliste:

- Christian Mermet (Conseiller communal Val-de-Travers) tient des propos de toute évidence faux: <Uns ist es gelungen, auch die Skeptiker davon zu überzeugen, dass dieser Windpark nicht so schädlich und störend ist wie befürchtet>. Cette affirmation ne résiste pas à l'analyse, et est totalement indéfendable lorsqu'on est en présence de 1'337 oppositions de particuliers.

- Christian Mermet (Conseiller communal Val-de-Travers) évoque la nécessité de ce parc en soulignant la création de <wichtige Arbeitsplätze in dieser Randregion>. Ces informations ne sont pas vérifiées et hautement douteuses, lorsqu'on sait que les éoliennes seront achetées à l'étranger et que leur maintenance sera assurée depuis l'étranger.

7. Non prise en compte des informations publiques en matière de protection de la faune ailée

Selon le journaliste, les impacts sur la faune ailée ont été optimisés avec les organisations environnementales. Il tient compte sans recul critique de paroles rapportées par les promoteurs et par les acteurs favorables au projet. Or, s'il avait effectué un travail correct, notamment en se renseignant auprès de l'association représentant les opposants (Les Travers du Vent) ou des deux organisations opposantes Helvetia Nostra et la Fondation pour la protection du paysage, le journaliste aurait été informé que le projet de parc éolien sur la Montagne de Buttes entraînera de graves conséquences sur l'environnement, conséquences passées sous silence par les promoteurs et les défenseurs du projet.

Deux cas emblématiques ont été mis en évidence par des scientifiques neutres:

- Menace pour la présence de l'aigle royal. Ce grand rapace présent en petit nombre dans le secteur niche à moins de 2 kilomètres des premières éoliennes du projet de la Montagne de Buttes. Sa survie est directement menacée par la présence du parc. Le communiqué de presse du 11 juin 2018 du

Musée d'histoire naturelle de la Ville de La Chaux-de-Fonds est clair à ce sujet <Une ombre plane [...] sur l'avenir de ce grand rapace dans la région en raison des projets éoliens prévus dans le secteur>.

- Menace sur les chauves-souris. Deux articles publiés en 2018 dans la Revue de la Société neuchâteloise des sciences naturelles (138 – 2018) par des spécialistes de la faune ailée montrent que la réalité environnementale est beaucoup plus problématique que celle dépeinte par les défenseurs du projet. Des variétés sensibles de chiroptères seraient gravement atteints par la réalisation des projets éoliens dans le Val-de-Travers, notamment celui de la Montagne de Buttes. Les spécialistes préconisent entre autres mesures un redimensionnement du projet de parc éolien de la Montagne de Buttes.

8. Information erronées sur le site internet de SRF

Le descriptif de l'émission 'Trend' sur le site internet de l'émission⁵ est incorrect: <Bevölkerung und Umweltschützer wurden in die Planung des Wind-Projekts auf der Montagne de Buttes einbezogen und unterstützen das Projekt>. La population n'a pas été impliquée dans la mise en place du projet de la Montagne de Buttes, hormis par quelques «séances d'information», qui ne sauraient être assimilées à une implication de la population. Seules certaines organisations environnementales ont été prises en compte dans le groupe de suivi. Par ailleurs, il n'est pas correct d'affirmer de façon péremptoire que <la population soutient le projet>. C'est faire l'impasse sur les avis contraires, soit le 41.2% de la population de la Commune de Val-de-Travers, à en juger par les résultats de la votation mentionnée plus haut et le très grand nombre d'opposants. Au demeurant, la population locale et a fortiori la population des autres communes impactées (communes vaudoises voisines, commune des Verrières-de-Joux (France), Commune de La Brévine) n'a jamais eu le droit de se prononcer par voie de votation sur l'ensemble du projet de la Montagne de Buttes.

Pour toutes ces raisons, nous considérons que les deux émissions ne présentent pas les événements de manière fidèle et de manière à permettre au public de se faire sa propre opinion. Elles violent la Loi fédérale sur la radio et la télévision. Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions de croire, Monsieur, à l'assurance de nos sentiments distingués."

B. Die zuständige Redaktion erhielt Ihre Beanstandung zur Stellungnahme. Für Radio SRF antwortete Herr **Fredy Gsteiger**, stellvertretender Chefredaktor:

«Besten Dank für die Gelegenheit, Stellung zu nehmen zur Beanstandung der Herren Thierry Rey von Les Travers du Vent und Michel Fior von Paysage Libre Suisse. In beiden Berichten in den Sendungen 'Trend' und 'Echo der Zeit' ging es um das Projekt eines Windparks im Neuenburger Jura. Die beiden Beanstander werfen uns im Wesentlichen vor, das Ausmass des Widerstandes zu gering einzuschätzen und den Argumenten gegen den Windpark keinen Raum zu geben.

⁵ <https://www.srf.ch/play/radio/trend/audio/wind-energie---viel-potenzial-liegt-noch-brach?id=2c4a2482-2cba-432a-9fe3-ee6c1f23d8df>

Zum Ausmass des Widerstandes: Es gibt ihn fraglos, was wir in unserer Berichterstattung keineswegs unterschlagen. Zum Windpark-Projekt gab es mehrere Abstimmungen: Auf kantonaler Ebene stimmten in Neuenburg 2015 65 Prozent für den Regierungsvorschlag zur Planung der Windkraftanlage. Eine windkraft-kritische Initiative wurde gleichzeitig mit 60 Prozent abgelehnt. In der Gemeinde Val-de-Travers, auf deren Territorium die Anlage gebaut werden soll, wurde das Projekt für den Windpark Montagne de Buttes vom Gemeindeparklament (Conseil Général) mit 27 zu 3 Stimmen angenommen. In der Volksabstimmung wurde es 2016 mit 60 Prozent gutgeheissen.

Von den gut 1300 Einsprechern, die einen entsprechenden Vorstoss – auf den sich die Beanstander explizit beziehen – unterzeichnet haben, sind nur rund die Hälfte Anwohner im Val de Travers. Der Rest kommt von weiter her, zum Teil auch aus Frankreich oder gar aus Übersee.⁶

Das heisst: Eine recht deutliche Mehrheit der Bevölkerung – kantonal und lokal – steht hinter dem Vorhaben. Es gibt aber eine signifikante Minderheit an Gegnern. Das wurde bei uns auch thematisiert: In der Sendung 'Trend' sagt der zuständige Gemeinderat ausdrücklich im Originalton, dass es Opposition und Einsprachen gibt. Und im Gespräch mit dem Moderator erwähnt das ebenfalls unser Autor selber. Er ergänzt ausserdem, dass die positive Haltung des von ihm befragten Tourismus-Förderers einigermassen überraschend ist.

Haben wir die Gegenargumente ausgeblendet? Falls ja, wäre das sachlich und erst recht angesichts des zwar minderheitlichen, aber durchaus vorhandenen Widerstandes, journalistisch nicht korrekt und widersprüche unseren eigenen 'Publizistischen Leitlinien'. Diese verlangen jedoch nicht, dass in jedem Beitrag allen relevanten Akteuren Platz eingeräumt wird. Ein solches 'Recht auf Antenne' existiert nicht.

In den beiden Beiträgen kommen die Punkte, die gegen Windkraft sprechen, sehr wohl und mehrfach vor:

- *Die Probleme für den Landschaftsschutz, besonders die ausdrücklich als 'massive Eingriffe in die Landschaft' bezeichneten Bauten, die teils, was auch gesagt wird, enorme 180 Meter hoch sind.*
- *Die Gefahren für die Tierwelt, vor allem für Vögel.*
- *Die Skepsis bei Touristikern (wiewohl nicht bei allen)*
- *Die Einwände der Flugsicherung und des Militärs.*
- *Die Tatsache, dass Windkraft ökonomisch vorläufig bei weitem nicht wettbewerbsfähig ist, vielmehr subventioniert werden muss.*

⁶ <https://www.arcinfo.ch/articles/regions/val-de-travers/pres-de-1-350-oppositions-au-parc-d-eoliennes-de-la-montagnes-de-buttes-553268>

- *Die Erkenntnis, dass der Beitrag der Windenergie für die Schweizer Energieversorgung noch sehr gering ist.*
- *Und schliesslich, dass naturgemäss in der Regel die Anwohner nicht begeistert sind, wenn eine solche Anlage bei ihnen geplant ist.*

Aus all diesen Gründen scheitern viele Windkraftprojekte, was wir ebenfalls erwähnen.

Die beiden Beiträge machen sehr deutlich, dass wir in einem Dilemma stecken. Auf der einen Seite gibt es den politischen Willen, aus der Kernkraft auszusteigen. Auf der anderen die klimatisch bedingte Notwendigkeit, den Einsatz fossiler Brennstoffe zu reduzieren. Dem gegenüber steht aber die Tatsache, dass auch 'neue Energien' wie Windkraft mit beträchtlichen negativen Begleiterscheinungen verbunden sind. In diesem Spannungsfeld bewegen wir uns – und über dieses Spannungsfeld berichten wir. Und das keineswegs als Windkraftenthusiasten. In unserer Berichterstattung zum Thema kommen richtiger-, ja notwendigerweise immer wieder auch Skeptiker zu Wort, wie Beispiele von «10 vor 10» (Fernsehen SRF)⁷ und der Regionaljournale Ostschweiz⁸ sowie Zürich Schaffhausen⁹ (Radio SRF) illustrieren.

Noch ein Wort zum 'Echo'-Beitrag. Hier wählten wir einen spezifischen Fokus, der von Vertretern des 'constructive journalism' empfohlen wird. Nämlich die Fokussierung nicht auf Probleme, sondern auf Lösungsansätze. Hier konkret auf den Weg, mittels Dialog und Mitsprachemöglichkeiten zumindest einen Teil des gegnerischen Lagers einzubinden und für ein Projekt zu gewinnen. Entsprechend kommen hier – aufgrund der Übungsanlage – primär Vertreter von Organisationen zu Wort, die sich an diesem Prozess beteiligt haben (das taten etwa Birdlife, Pro Natura oder der WWF). Sie erklären, dass sie zumindest einige ihrer Ziele erreichen konnten. Auch in diesem Zusammenhang und in diesem Beitrag wird aber thematisiert, dass Natur- und Landschaftsschützer oft zu spät einbezogen werden und dass deren Einbezug mitunter zur Alibiübung gerät. Und: Selbstverständlich werden auch im 'Echo'-Bericht die Argumente gegen das Projekt (Baustellenverkehr, Lärmbelastung, Risiken für den Tourismus, Umweltproblematik) angesprochen.

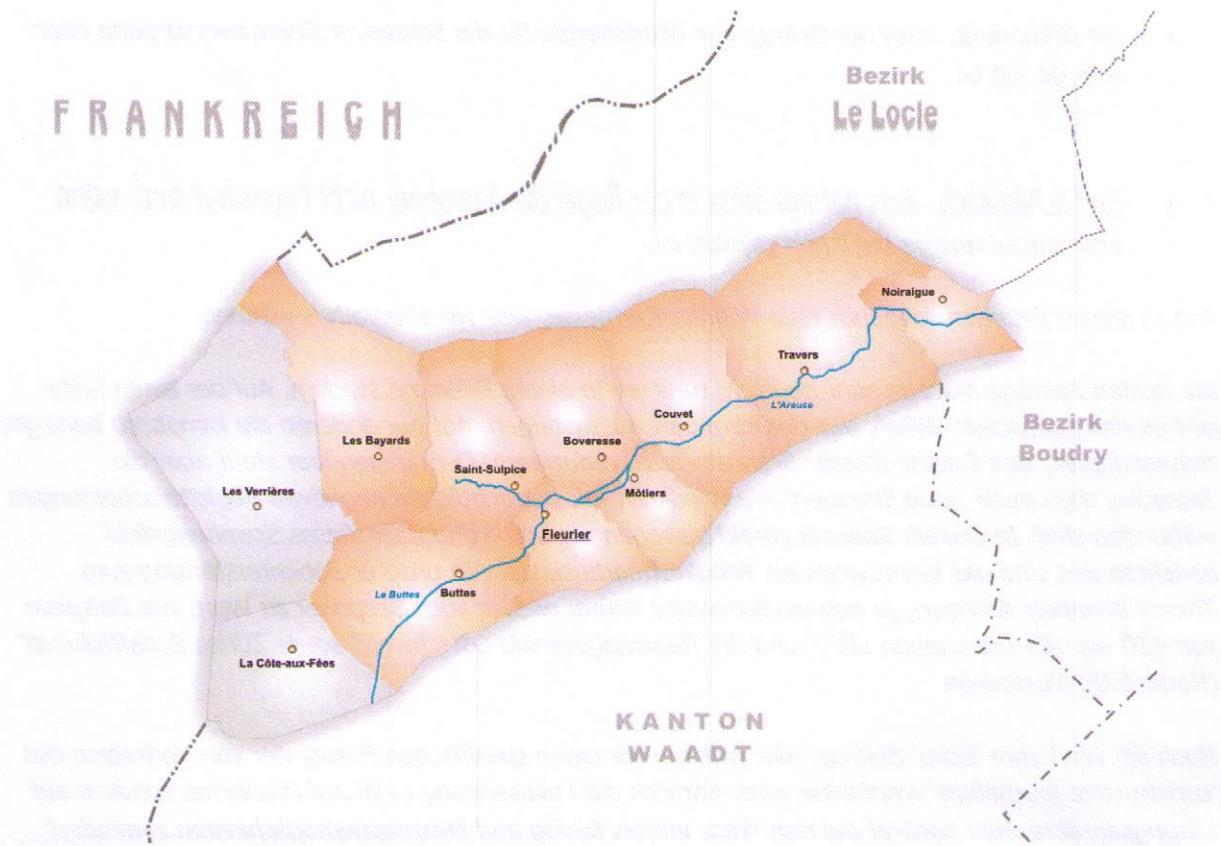
Wir sind deshalb überzeugt, in den beiden kritisierten Beiträgen – und generell über das Thema Windkraft – sachgerecht zu berichten. Und bitten Sie deshalb, sehr geehrter Herr Blum, die Beanstandung abzulehnen.»

C. Damit komme ich zu meiner **eigenen Bewertung der Sendungen**. Man muss sich ins Bewusstsein rufen, wohin der grösste Windpark der Schweiz zu stehen kommen soll: Die Montagne de Buttes liegt am südwestlichen Rand der 10'000 Einwohner zählenden neuenburgischen Jura-Gemeinde Val-de-Travers auf 770 Meter Höhe in nächster Nachbarschaft zur Waadt und zu Frankreich und in einem landwirtschaftlich-touristischen Gelände.

⁷ <https://www.srf.ch/sendungen/10vor10/klimawandel-kosten-altersheime-toni-brunner>

⁸ <https://www.srf.ch/news/regional/ostschweiz/innerrhoder-windenergie-regierung-sagt-nein-zum-windpark-oberegg>

⁹ <https://www.srf.ch/news/regional/zuerich-schaffhausen/windkraft-im-gegenwind-schaffhauser-projekt-stoest-auf-widerstand>



Diesem Windpark-Projekt galten die **zwei beanstandeten Sendungen von Radio SRF**. Sie werfen den Sendungen im Wesentlichen Folgendes vor:

- Sie vermittelten das falsche Bild, das Projekt sei in der Bevölkerung breit abgestützt, dabei gebe es die Organisation Les Travers du Vent, die seit dem Jahr 2000 gegen das Projekt kämpfe, eine beachtliche Minderheit von 41,2 Prozent, die am 25. September 2016 gegen die Änderung des Landschaftsplans gestimmt habe, und Einsprachen sowohl von 1337 Bürgern als auch von zwei Umweltorganisationen (Helvetia Nostra und Stiftung für Landschaftsschutz Schweiz). Faktisch sei die Bevölkerung gespalten.
- Der Journalist habe die Gegner nicht kontaktiert. Der befragte Anwohner profitiere finanziell von dem Projekt. Die Bevölkerung sei nicht wirklich in die Planung einbezogen worden.
- Verschiedene Angaben seien falsch. Es gebe dort keinen regelmässigen Wind. Die prognostizierte Leistung sei sehr unsicher. Es gebe schwere Auswirkungen auf die Umwelt; betroffen seien Adler, Fledermäuse und andere Tiere.

Die Website der Promotoren bestätigt die Einsprachen, über die vermutlich im Februar 2019 entschieden wird: die kollektive mit 1337 Unterschriften, jene von Helvetia Nostra und der Stiftung Landschaftsschutz Schweiz, zwei von Grundeigentümern in Monts-des-Verrières und in Frankreich, eine von einer Einwohnergruppe aus Frankreich.¹⁰

¹⁰ <https://www.montagnedebuttes.ch/>

In den beiden Sendungen werden die negativen Auswirkungen erwähnt, die der Windpark für Landschaft und Tierwelt haben wird. Es wird auch darauf hingewiesen, dass die Windenergie in der Schweiz eine noch geringe Bedeutung hat und dass sie den Wegfall der Atomkraftwerke nicht zu ersetzen vermag. Auch der Hinweis erfolgt, dass das Militär und die Flugsicherung solchen Anlagen skeptisch gegenüberstehen. Dennoch vermittelt der Beitrag den **Eindruck, dass die Opposition eingebunden werden konnte**, und zwar durch folgende Aussagen:

- Das Volk habe deutlich für den Windpark gestimmt, und der Gemeinderat habe auch Skeptiker überzeugen können.
- Man habe das Projekt in Zusammenarbeit mit Umweltorganisationen optimiert.
- Promotoren, Behörden und Umweltorganisationen hätten sich von Anfang an zusammengesetzt, um die Standorte zu bestimmen, und jetzt bestehe eine Begleitgruppe mit Vertretern der drei Interessen.

Eine Stimme aus dem Lager der Opposition hätte einen **Kontrapunkt** zu diesem Eindruck hergestellt. Um es gleich klarzustellen: Die Opposition muss nicht gleichgewichtig in den Beiträgen vorkommen wie die Befürworter. Sie muss auch nicht im Verhältnis 4:6 abgebildet werden. Es reicht, wenn sie überhaupt zu Wort kommt. Manchmal reicht es sogar, wenn man ihre Argumente einfach erwähnt. Im konkreten Fall aber erhielt das Publikum den Eindruck, es herrsche praktisch eitel Minne, man hätte die Kritiker einbinden können, auch die Umweltorganisationen zögen am gleichen Strick. Damit wurden aber dem Publikum wesentliche Fakten vorenthalten, und es bildete sich seine Meinung auf unvollständigen Grundlagen. Damit alle Fakten auf dem Tisch sind, hätte auch eine Stimme der Opposition zum Zuge kommen sollen. So aber ist er **nicht sachgerecht**. Ich kann daher die **Beanstandung unterstützen**.

D. Diese Stellungnahme ist mein **Schlussbericht** gemäß Art. 93 Abs. 3 des Radio- und Fernsehgesetzes. Über die Möglichkeit einer Beschwerde an die Unabhängige Beschwerdeinstanz für Radio- und Fernsehen (UBI) orientiert die beigelegte Rechtsbelehrung. Für Nachfragen stehe ich gerne zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüßen



Roger Blum, Ombudsmann

Beilage:

- Rechtsbelehrung

Kopien dieses Schlussberichtes gehen an:

- Herrn Fredy Gsteiger, stv. Chefredaktor von Radio SRF
- Frau Annina Keller, Leiterin der Geschäftsstelle SRG.D

Rechtsbelehrung

Innert 30 Tagen nach Eintreffen des Berichts der Ombudsstelle kann bei der Unabhängigen Beschwerdeinstanz für Radio und Fernsehen (UBI) **Beschwerde** erhoben werden (Art. 95 Abs. 1 des Radio- und Fernsehgesetzes, RTVG). Der Ombudsbericht ist beizulegen.

Die Beschwerde hat sich **gegen die beanstandete Sendung** bzw. die beanstandeten Sendungen oder **gegen den verweigerten Zugang** zu einem Programm zu richten (Art. 94 Abs. 1 RTVG). Sie muss hinreichend begründet sein (Art. 95 Abs. 3 RTVG). Der Bericht der Ombudsstelle ist dagegen kein anfechtbarer Entscheid (Art. 93 Abs. 2 RTVG) und ist deshalb nicht Gegenstand der Beschwerde.

Zur Beschwerde ist erstens befugt, wer eine **enge Beziehung** zum Gegenstand der beanstandeten Sendung nachweist (Art. 94 Abs. 1 RTVG). Dies ist der Fall, wenn jemand in der beanstandeten Sendung gezeigt bzw. erwähnt wird oder wenn auf andere Weise auf ihn Bezug genommen wird (**Betroffenenbeschwerde**). Beschwerde führen kann jede Person, unabhängig von Nationalität und Wohnsitz, aber sie muss 18 Jahre oder älter sein.

Zur Beschwerde ist zweitens auch befugt, wer diese enge Beziehung zum Gegenstand der Sendung nicht aufweist, aber 18 Jahre oder älter ist und über das Schweizer Bürgerrecht oder eine Niederlassungs- oder Aufenthaltsbewilligung in der Schweiz verfügt (Art. 94 Abs. 2 und 3 RTVG). Dann muss die Beschwerde von **mindestens 20 Personen**, die 18 Jahre oder älter sind und über das Schweizer Bürgerrecht oder eine Niederlassungs- oder Aufenthaltsbewilligung in der Schweiz verfügen, unterstützt werden. Die der Beschwerde beizufügende Liste sollte Vornamen, Namen, Adresse, Geburtsdatum und Unterschriften dieser Personen enthalten (**Popularbeschwerde**).

Beschwerdebefugt sind drittens Personen, deren **Gesuch um Zugang zum Programm abgewiesen** wurde. Eine solche Beschwerde führen können Personen unabhängig von ihrer Nationalität und ihrem Wohnsitz; sie müssen aber 18 Jahre oder älter sein.

Beschwerden sind an folgende Adresse zu senden: **Unabhängige Beschwerdeinstanz für Radio und Fernsehen (UBI), Christoffelgasse 5, 3003 Bern**. Es besteht auch die Möglichkeit, Beschwerden elektronisch einzureichen. Weiterführende Hinweise finden sich auf der Website der UBI (<http://www.ubi.admin.ch>).

Das Verfahren vor der UBI ist unentgeltlich.